

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 20 octobre 2025

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 25 - 573

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PETIT BATEAU

15, Rue du Lieutenant Pierre Murard
B.P. 525
10000 TROYES

Code AIOT : 0005702103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 septembre 2025 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, rue du Lieutenant Pierre Murard - B.P. 525 - 10000 TROYES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société était visée dans la programmation annuelle de la DREAL Grand Est sur la thématique des moyens de combustion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETIT BATEAU
- 15, rue du Lieutenant Pierre Murard - B.P. 525 - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblissement et confection, mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la société PETIT BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Prescriptions complémentaires	/
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, articles R. 515-114, R. 515-115 Et R.515-116	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I, paragraphes 6.2.5.2°.II et 6.3.VI	Prescriptions complémentaires	/
6	VLE Générateurs thermique	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003 , Article 13.5.1	Prescriptions complémentaires	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conditions mesures rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I, paragraphe 6.3.V	Sans objet
5	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I, paragraphe 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant la visite il a été constaté une non-conformités concernant l'absence de déclaration des équipements de combustion sur le registre nationale des MCP. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions.

De plus, il a également été constaté différentes modifications, notamment sur le fonctionnement des équipements dont l'encadrement actuel n'est pas adapté. Ainsi, il est également proposé à Monsieur le Préfet de mettre à jour l'encadrement du site sur la thématique des rejets atmosphériques. En l'absence d'éléments justifiant une révision des valeurs proposées dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire au cours de la période de contradictoire, les valeurs

initialement autorisées seront maintenues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées à l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46							
Thème(s) : Actions nationales 2025, Situation administrative							
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.							
Constats : L'exploitant dispose de neuf générateurs de chaleur. Lors de la visite, la liste des équipements a été mise à jour en sa présence. Il a été constaté la présence des générateurs suivants : <ul style="list-style-type: none">• Générateur n° 1 : chaudière principale• Générateur n° 3 : rame DOMISSE• Générateur n° 4 : séchoir Fleissner (ennoblissement)• Générateur n° 5 : séchoir MONFORT• Générateur n° 6 : tunnels de séchage de l'atelier de sérigraphie• Générateur n° 8 : rame BRUCKNER, bâtiment J• Générateur n° 9 : four électrique de l'impression numérique L'exploitant indique que les générateurs n° 2 et n° 7 anciennement encadrés ont été démantelés, et que les générateurs n° 6 et n° 9 ne fonctionnent plus au gaz naturel, mais à l'électricité. Il a transmis, par courriel en date du 03 octobre 2025, un tableau détaillant les actuels équipements de combustion.							
Nom de l'appareil	N° de conduit	Type appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel

(2024)							
Générateur n°1 Chaudière principale	1	Chaudière	11.31 MW	Chaudière : 1969 Brûleur : 2016	Gaz naturel	Non	7910 heures
Générateur n°3 Rame Domisse	3	Rame équipée de 2 brûleurs	0.35 MW	XXXX	Gaz naturel	Non	204 heures
Générateur n°4 : Séchoir fleissner	4	Sécheur équipé de 4 brûleurs	1.419 MW	1994	Gaz naturel	Non	4110 heures
Générateur n°5 : Séchoir Montfort	5	Sécheur équipé de 3 brûleurs	XXXX	2016	Gaz naturel	Non	384 heures
Générateur n°8 : Rame Brucker	8	Rame équipée de 10 brûleurs gaz	1.148 MW	2002	Gaz naturel	Non	6350 heures

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre à jour l'encadrement du site par un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, articles R. 515-114, R. 515-115 Et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1°) Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; 2°) Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas réalisé la télédéclaration de ses appareils de combustion. Aussi, par courriel du 23 septembre 2025, l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant le lien ci dessous : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d</p> <p>Il est suggéré à l'exploitant de télédéclarer toutes les installations, y compris les installations pour des puissances comprises entre 1 et 5 MW.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délais de mise en demeure : 1 mois

N° 3 : Conditions mesures rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I, paragraphe 6.3.V
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport n°134619650-001-1 du 19/03/2025. Des photographies des paramètres de fonctionnement des équipements lors des essais figurent en annexe de ce rapport.</p> <p>Le rapport fait référence à l'arrêté du 11 mars 2010 relatif aux modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les paramètres réalisés sous agrément sont identifiés en annexe du rapport du 19 mars 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect VLE directive MCP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I, paragraphes 6.2.5.2°.II et 6.3.VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

6.2.5.2° II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- nouvelles, à compter du 20 décembre 2018 ;
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 5 MW, à compter du 1^{er} janvier 2030 :

	Puissance P (MW)	SO ₂ (mg/Nm ³)	NOx (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)
Fioul domestique	P < 5	-	75 (1) (2)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
« Autres combustibles liquides »	P < 5	120	75 (1) (2)	20	100
	5 ≤ P < 10			10 (3)	
	10 ≤ P				
Gaz naturel, Biométhane	P < 5	-	50 (4)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				
Gaz de pétrole liquéfié	P < 5	15	75 (4)	-	100
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P				

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)
(1)	Installation déclarée avant le 1 ^{er} janvier 2014	NOx : 200
(2)	Installation déclarée à partir du 1 ^{er} janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018	NOx : 120
(3)	Installation mise en service avant le 20 décembre 2018	Poussières : 20
(4)	Installation déclarée avant le 1 ^{er} janvier 2014	NOx : 150

Constats :

Lors de la visite, il a été présenté le rapport n° 134619650-001-1 en date du 19 mars 2025. Il n'a pas été constaté de non-conformité sur les concentrations en CO et NOx dans les rejets des générateurs.

Toutefois, l'exploitant a précisé que le générateur n° 6 est désormais électrique, alors que la prescription vise uniquement les équipements de combustion. Cette précision implique donc une mise à jour de l'encadrement du site.

En effet, outre les équipements supprimés, les valeurs limites de rejets du tunnel de sérigraphie et de l'impression numérique doivent être actualisées. L'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation précise que :

- pour les poussières, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm³ pour un flux horaire inférieur à 1 kg/h,
- pour les COV, le tunnel de sérigraphie est une impression sérigraphique rotative par conséquent la valeur limite de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total est de 75 mg/Nm³. La même concentration est retenue pour l'impression numérique. En effet les éléments à disposition de l'inspection des installations classées ne permettent pas de distinguer la différence entre les deux procédés.

Par conséquent, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de tenir compte des modifications liées à ces équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 5 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I, paragraphe 6.7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

Prescription contrôlée :

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence du livret de chaufferie pour la chaudière principale (G1). La maintenance est assurée par un prestataire externe, qui réalise quotidiennement les mesures des eaux de rejet ainsi que le contrôle des paramètres de la chaudière. Le livret de chaufferie comporte également le dernier rapport de combustion, en date du 18 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE Générateurs thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003 , Article 13.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les valeurs maximales de rejet suivantes :

Concentrations en mg/m3	G1	G2	G3	G4	G5	G6 et	G8
Poussières	5	100	150	150	150	150	150
SO ₂	35	3400	-	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	100	500	400	400	400	400	400
C.O.V	-	-	150	150	150	150	150

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273°K
- pression 101,3 KPa
- 3 % de O₂

Constats :

Lors de la visite, il a été présenté le rapport n° 134619650-001-1 en date du 19/03/2025. Les résultats du rapport n'indiquent aucune anomalie pour les générateurs n° 1, 4, 5 et 8. En revanche, les mesures de COV totaux présentent des différences avec les valeurs limites d'émission (VLE) pour les générateurs n° 3 et n° 6&7. En effet, les concentrations en COV totaux sont de 302 mg/Nm³ (VLE = 150 mg/Nm³) pour le générateur n° 3 et de 269 mg/Nm³ (VLE = 150 mg/Nm³) pour le générateur n° 6.

Cependant il apparaît qu'une mesure rapportée à 3 % pour les générateurs 3,4,5,6 et 8 paraît peu adaptée aux caractéristiques de ces équipements. L'inspection des installations classées propose de maintenir les VLE mais d'encadrer ces valeurs sur un taux d'oxygène de 21 %. L'exploitant reprendra ces éléments dans le cadre de la prochaine campagne de mesure qui doit être réalisée prochainement. L'exploitant explicitera également dans son rapport de contrôle les modalités de fonctionnement de ses équipements en justifiant également que cette valeur de 21 % d'oxygène est bien adaptée.

De plus, il est constaté, sur le rapport, que le taux d'oxygène pour G1 est de 9 %. Cette valeur paraît importante vis-à-vis des attendus sur une chaudière au gaz naturel. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier le bon fonctionnement du ou des brûleurs et de contrôler que des apports d'air ne viennent pas perturber les mesures. Il est utilement rappelé que le taux d'oxygène pour de tels équipements devrait être proche de 3 %. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection les éléments de vérification et de contrôle.

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'encadrer les modifications dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires